



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020-02

du 07 JAN. 2021

mettant en demeure la société SYDEME-METHAVALOR de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 pour ses installations de méthanisation sur le territoire de la commune de MORSBACH

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Livre I, Titre 7 du Code de l'environnement, et notamment son article L.171-8-I ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET, préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

VU l'arrêté préfectoral DCL n° 2020-A-27 du 24 août 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 autorisant le SYDEME à exploiter une installation de méthanisation de biodéchets sur la commune de Morsbach ;

VU le rapport du 20 novembre 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier préfectoral du 26 novembre 2020 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

considérant que l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009 précité impose le calcul du rendement caractéristique des chaudières d'une puissance nominale supérieure à

400 kW et inférieure à 20 MW, et la comparaison de cette valeur aux valeurs minimales prescrites par les articles R.224-23 à R.224-25 du code de l'environnement ;

considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 29 septembre 2020 que l'exploitant n'a pas procédé au calcul de ce rendement pour sa chaudière de production de vapeur de 830 kW ;

considérant que l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 précité autorise le SYDEME à exploiter une usine de méthanisation des biodéchets et fixe la nature, la quantité et l'origine des déchets admissibles ;

considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 29 septembre 2020 que l'exploitant réceptionne, sans autorisation,

- d'une part, des biodéchets des industries agroalimentaires hors grande distribution de la zone frontalière allemande (Land de la Sarre),
- d'autre part, les eaux usées sanitaires et industrielles en mélange de la société TILLY implantée sur le territoire de la commune de Nelling et enregistrée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour l'exploitation de fabrication de brioches fourrées ;

considérant que l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 précité impose une vitesse minimale d'éjection des gaz à la cheminée du traitement biologique et des valeurs limites d'émission des polluants ;

considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite du 29 septembre 2020 l'insuffisance de la vitesse d'éjection des gaz à la cheminée du traitement biologique et le dépassement de la valeur limite d'émission en concentration du mercaptan dans les rejets atmosphériques ;

considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

considérant l'absence de réponse de l'exploitant à la date du 6 janvier 2021 ;

sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

AR R E T E

Article 1er : - Dispositions

La société SYDEME, dont le siège social est situé 1, rue Jacques Callot à Morsbach (57600), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de méthanisation des biodéchets, dans les délais suivants, les prescriptions reprises ci-après :

- sous huit jours à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - l'exploitant respecte les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 et cesse la réception de déchets dont la provenance et la nature ne sont pas autorisées ;
 - l'exploitant cesse le traitement dans le méthaniseur, des eaux usées sanitaires et industrielles en mélange de la société TILLY, et justifie de l'élimina-

tion des eaux usées sanitaires et industrielles en mélange de la société TILLY encore présentes sur site, dans une installation autorisée ;

- sous un mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
 - l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, le calcul réglementaire du rendement caractéristique de sa chaudière de production de vapeur conformément au point 1.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009 ;
 - l'exploitant respecte les dispositions des articles 11.2 et 11.3 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 en matière de caractéristique de la cheminée du traitement biologique et de valeurs limites d'émission du rejet du traitement biologique.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SYDEME-METHAVALOR et dont une copie est transmise, pour information, à Madame le sous-préfet de l'arrondissement de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de MORSBACH.

Fait à Metz, le 07 JAN. 2021

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Olivier DELCAYROU

